

## Appel à l'Action

### Déclaration des organisations de la société civile sur la pertinence du renforcement de la justice transitionnelle en République Démocratique du Congo (RDC)

Du 4 au 5 mai 2017, les organisations : Coalition Congolaise pour la Justice Transitionnelle et Impunity Watch ont organisé à Goma un forum pour le plaidoyer en faveur du renforcement des mécanismes de justice transitionnelle en République Démocratique du Congo (RDC). Vingt-huit (28) représentants des organisations de la société civile congolaise ont échangé sur les avancées, les obstacles et les opportunités par rapport à la justice transitionnelle en RDC.

Après deux jours d'échanges riches, nous, les soussignés de la Coalition Congolaise pour la Justice Transitionnelle et les organisations de la société civile, lançons un appel à une action immédiate pour la mise en place d'une justice transitionnelle en République Démocratique du Congo (RDC).

Dans le cadre de cet appel à l'action, nous, les soussignés, nous engageons à mettre en oeuvre un agenda commun de plaidoyer entre nos organisations pour des initiatives de justice transitionnelle centrées sur les victimes en RDC.

Sachant que l'actuelle crise politique et électorale engouffrant tout le pays préoccupe la plupart des parties prenantes et des observateurs, nous demandons aux acteurs tant nationaux qu'internationaux de faire en sorte que l'accent soit mis sur le traitement du passé dans les débats socio-politiques actuels et que les engagements vis-à-vis de la justice transitionnelle soient un pilier de tout accord pour résoudre cette crise. La courte histoire de notre pays, ainsi que l'expérience internationale accrue, démontrent que l'échec de traitement du passé constitue un terrain fertile pour les violations des droits de l'homme dans le présent. Le traitement du passé de la RDC et les mesures de réparation aux victimes sont intrinsèquement liés à la crise actuelle, à la menace continue des violations futures et à l'incapacité de garantir les droits fondamentaux de tous les citoyens congolais.

En effet, depuis son indépendance en 1960, la RDC a connu successivement des guerres de sécession, une dictature, des guerres civiles et des nombreux conflits armés. Tout au long de ces temps sombres, d'innombrables crimes et violations des droits de l'homme ont été commis, causant des victimes directes et indirectes estimées à des millions. La violence a été - et continue d'être - plus intense surtout dans les provinces de l'Est, et actuellement au Centre et à l'Ouest du pays.

Nous croyons que des initiatives de justice transitionnelle centrées sur les victimes et les mesures visant à lutter contre la culture de l'impunité aux niveaux communautaire, provincial et national, en RDC, et régional doivent être multipliées. Les initiatives doivent s'appuyer sur les progrès déjà atteints dans les domaines de consolidation de la paix et celui de la justice transitionnelle, ainsi que sur les opportunités sociales, politiques, institutionnelles et juridiques qui existent actuellement en

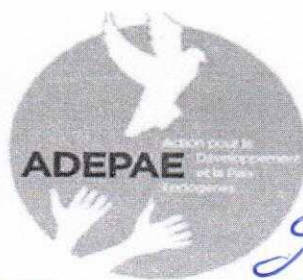
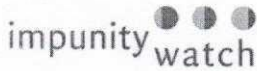
RDC. Les efforts en cours des organisations non-gouvernementales dans le domaine manifestent le rôle crucial que doit jouer la société civile dans la conduite d'un processus de justice transitionnelle en RDC.

Nous sommes convaincus que, sans qu'il y ait traitement du passé à travers des mesures complémentaires à tous les niveaux de la société congolaise, qui favorisent la promotion des droits des victimes à la vérité, à la justice, aux réparations et à la non-répétition de la violence par des réformes institutionnelles, les cycles de violence et d'impunité ne vont jamais cesser. La mise en application de ces mesures doit permettre aux citoyens congolais de participer aux initiatives centrées sur les victimes et sensibles au genre, qui respectent les valeurs d'indépendance, d'impartialité et d'inclusion.

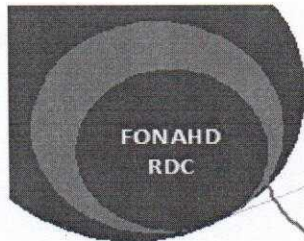
En ce jour du 5 mai 2017, nous, soussignés, nous engageons à travailler ensemble sur la mise en œuvre d'un agenda commun de plaidoyer pour la justice transitionnelle en RDC.

Fait à Goma, RDC, le 5 mai 2017

Signé,

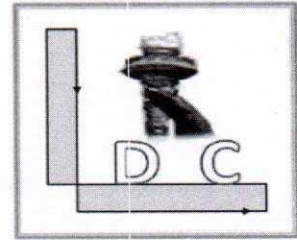


**RADHOSKI**








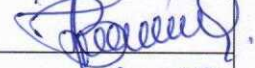






CLDH-ORIED



Nom	Organisation	Signature
1. Raphaël WAKENGE	CCJT	
2. Ouesphore SEMATUMBA	POLE INSTITUTE	
3. Aidier KIGONYA	RACOT	
4. KAPINGA YVONNE	MISHARI VOICETU	
5. BATUNDI HANGIY.	FDAP ID	
6. Etienne KAMBALE	FPJAD	
7. Justine MASIKA	SFVS	
8. Jean pascal MUGARUKA	COJESKI-RDC/NK	
9. Remy M-NGABO	SEBI	
10. JEAN OLENGA LOMAMI	SOPROP	
11. CLAUDE RUZINGE	IPAD	
12. Léon NKUBIRI	RAFER/acta alliance	
13. Florence SITWAMINBA	CREDDHO	
14. TCHOMBANYAMUMBA jacques	EVPD	
15. PALUKU SIRINIMANDA	CLASH-ON&OH	

16.	Xavier Macky	JUSTICE PLUS	
17.	Paulin Mukiro	SOPEPAMI - <del>BOIS</del>	
18.	FLORENT BABI	FOMAH RDC	
19.	Me Valentin MUMANWE	RADIOKORÉ	
20.	SUDI M'BYANA-K. BEN	DFJ	
21.	Me Consolee MALANGE	IAPF	
22.	JERRY KAMBAU	ALDECO	
23.	Stella YANDA	INITIATIVES ALPHA	
24.	ELIE KWIRAKUSA	SOCIETE CIVILE BUREAU	
25.	DAVID TAYLOR	IMPUNITY WATCH	
26.			
27.			
28.			